



SCHWEIZERISCHE EIDGENOSSENSCHAFT  
CONFÉDÉRATION SUISSE  
CONFEDERAZIONE SVIZZERA  
CONFEDERAZIUN SVIZRA

Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement EJPD  
**Bundesamt für Migration BFM**  
Direktionsbereich Asylverfahren  
MILA / Migrations- und Länderanalysen

## Focus

# Demokratische Republik Kongo

## Länderprofil

*Öffentlich*

---

**Desk Länder I**  
Quellenweg 6  
3003 Bern-Wabern

7. Juli 2005

**Schrankenerklärung**

Das vorliegende Produkt wurde von der Sektion Migrations- und Länderanalysen MILA des Schweizerischen Bundesamtes für Migration (BFM) erstellt. Der Inhalt basiert grundsätzlich auf öffentlichen Informationsquellen, welche mit grösstmöglicher wissenschaftlicher Sorgfalt recherchiert, ausgewertet und aufbereitet worden sind. Kein Produkt der Sektion MILA erhebt den Anspruch, ein erschöpfendes Bild zu einem bestimmten Land oder zu einer bestimmten Fragestellung zu vermitteln. Es lassen sich daraus weder die Asylrelevanz eines individuellen Vorbringens noch ein allfälliger Flüchtlingsstatus ableiten. Auch lassen sich überholte, unvollständige, unpräzise oder unkorrekte Angaben nicht in allen Fällen ausschliessen. Die Berücksichtigung von nicht amtlichen Quellen verleiht diesen keinen amtlichen Charakter. Das vorliegende Dokument kann nicht als politische Stellungnahme seitens der Schweiz oder deren Behörden gewertet werden.

**Clauses limitatives**

Le présent document a été élaboré par la Section Analyses sur la Migration et les Pays MILA de l'Office Fédéral des Migrations (ODM) en Suisse. En principe son contenu repose sur des informations publiques. Celles-ci ont été recherchées, exploitées et présentées le plus scrupuleusement possible du point de vue scientifique. Les documents de la Section MILA ne prétendent pas donner une image exhaustive des pays traités ou apporter une réponse définitive aux thèmes abordés. De même, ils ne permettent pas de déduire si les arguments invoqués par une personne sont déterminants pour l'octroi de l'asile, ni si le statut de réfugié doit être accordé à cette dernière. En outre, des données dépassées, incomplètes, imprécises ou incorrectes ne sont pas totalement exclues. A noter que l'utilisation de sources non administratives ne leur confère pas pour autant un caractère officiel. Enfin, le présent document ne peut pas être considéré comme une prise de position politique de la Suisse ou de ses autorités.

**Disclaimer**

The product at issue has been compiled by the Section Migration and Country Analysis MILA of the Swiss Federal Office for Migration (FOM). In principle the contents are based on public sources. All the information provided has been researched, evaluated and processed with utmost care. No product of MILA claims to provide an exhaustive picture of a certain country or a particular matter. Nor may conclusions be drawn from it as to the merits of any claim to refugee status or asylum. Outdated, incomplete, inaccurate or incorrect information cannot be ruled out. The consideration of non-official sources does not endow these with official character. The present document is not a political statement on the part of Switzerland or its authorities

## 1. Aktuelle politische und wirtschaftliche Lage

La République Démocratique du Congo se trouve à un moment délicat de son histoire. Au conflit de grande envergure - qui a duré de 1998 à 2003, a impliqué 7 pays africains et a fait 3 millions de morts - a succédé la période dite de transition, devant amener à l'adoption d'une nouvelle Constitution et à des élections dans un délai de 2 ans, prévues d'ici à fin juin 2005. Si le projet de Constitution a été adopté par le Parlement le 16 mai, les élections ne seront pas tenues à la date fixée du 30 juin, pour cause de retards multiples. Selon les accords régissant la transition, une extension de cette dernière pour une année serait envisageable; le Parlement doit se prononcer sur cette question d'ici au 15 juin. Le report de la transition a généré des mouvements de protestation populaire à Kinshasa et dans les deux autres grandes villes de Mbuji-Mayi (Kasaï) et Lubumbashi (Katanga).

*En matière sécuritaire*, les défis sont immenses. L'intégration dans l'armée nationale des diverses forces ex-belligérantes se fait difficilement. Les nombreuses milices qui ravagent l'est du pays montrent peu d'empressement à déposer les armes. Si, en Ituri, 12'000 des 15'000 miliciens estimés ont rendu leurs fusils, on estime toutefois que, dans la pratique, seules quelques « pétoires » ont été remises conformément aux programmes de désarmement et de réintégration et, de ce fait, les exactions contre la population civile continuent.

La plus importante opération de maintien de la paix de l'ONU dans le monde (MONUC), compte à ce jour plus de 16'000 hommes pour un budget annuel de plus de 700 millions de USD. Son mandat actuel court jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 2005.

*En matière économique*, le pays connaît aussi de grandes difficultés. Aux destructions causées par les guerres successives s'ajoute un phénomène de corruption endémique. Dans un pays de près de 60 millions d'habitants, le budget de l'Etat s'élève à 1,7 milliard de USD et on estime le revenu annuel *per capita* à 98 USD. Si le pays dispose de ressources naturelles importantes, celles-ci sont exploitées de façon anarchique et les retombées financières ne sont pas reversées à l'autorité centrale. Le pays vit essentiellement de son économie informelle et de l'aide internationale. A titre d'exemple, il faudrait 70 ans d'une croissance de 5% en termes réels pour atteindre le niveau de... 1960!

## 2. Lageentwicklung und Prognose

Même si aucune annonce officielle n'a été faite dans ce sens jusqu'à ce jour, les élections n'auront pas lieu à la date prévue. L'opposition politique, tablant sur le ras-le-bol de la population – excédée de manquer de tout et écoeurée par l'attitude peu conséquente du pouvoir – attise les passions de façon opportuniste et clame l'échec et la fin de la transition pour le 30 juin. Des actions de protestation (ex. ville morte) ont lieu dans les grandes villes et, si elles restent relativement peu violentes jusqu'ici, nul ne peut prédire ce qui se passera au soir du 30 juin. Les rumeurs les plus folles circulent et des débordements sont à prévoir. D'un autre côté, la population n'a pas les moyens de renoncer à son maigre revenu pour aller manifester et pourrait, fataliste, renoncer à exprimer son mécontentement de façon durable. La situation reste à suivre.

## 3. Migrationsdruck, Push-/Pull-Faktoren

Les facteurs migratoires en RDC sont essentiellement de type «push». Les tensions politiques liées aux élections et à la transition en général, les exactions des groupes armés dans l'est du pays, une situation économique très difficile dans tout le pays et l'absence de perspectives ont un impact fort sur les Congolais qui fuient les dangers immédiats et se réfugient dans les régions ou pays voisins ou bien tentent leur avenir économique à l'étranger, particulièrement en Europe. Toutefois, le manque de moyens réduit les possi-

bilités de voyage, dès lors qu'il faut déboursier plusieurs milliers de USD pour venir jusqu'en Europe, documents de voyage et passeurs inclus. On manque toutefois d'informations précises sur les filières de migration clandestine.

Le pays compte environ 2,3 millions de déplacés internes (3,4 millions en 2003), majoritairement à l'est du pays. Ce chiffre est en baisse pour la première fois depuis le milieu des années 90 suite à de nombreux retours à fin 2003. Le nombre de réfugiés à l'étranger était de 450'000 à la fin de 2003, majoritairement dans les pays voisins: Congo, Tanzanie, Zambie, Burundi, Rwanda, Ouganda et Angola. La RDC est aussi l'hôte de 290'000 réfugiés, venus des mêmes pays voisins.